



Non à l'initiative «99%» des Jeunes socialistes

Le Conseil des États a clairement rejeté mardi l'initiative dite «99%» des Jeunes socialistes (Juso) sans lui opposer de contre-projet. Ce faisant, la Chambre haute a suivi le Conseil fédéral et le Conseil national, qui ont déjà refusé ce texte. Les milieux économiques expriment leur satisfaction. Voici trois brèves raisons de rejeter cette initiative:

1. L'initiative des Jeunes socialistes est très dangereuse pour les entreprises familiales, les PME et leurs employés. Elle provoquerait d'importantes sorties de capitaux qui limiteraient les possibilités d'investissement et l'innovation, de même qu'elles entraveraient davantage des processus de succession déjà délicats.
2. Les perspectives de reprise économique, une fois que la pandémie de coronavirus sera maîtrisée, s'assombriraient. L'initiative impliquerait des charges supplémentaires pour des entreprises déjà ébranlées. Alors que l'on dépense des milliards pour préserver les PME, il serait absurde de les priver ensuite de leur substance en acceptant l'initiative.
3. Cette initiative provoquerait des augmentations d'impôt pour la classe moyenne. Contrairement à ce que suggère son nom, elle ne toucherait pas seulement le 1% des contribuables les plus riches, mais aussi les start-up, les petits épargnants ainsi que les propriétaires et les familles d'agriculteurs au moment d'une vente. Les modalités de mise en œuvre de l'initiative restent imprécise, néanmoins de larges pans des contribuables devraient s'attendre à des charges fiscales supplémentaires.

[Vous trouverez de plus informations sur la page dédiée à la session de printemps](#)